

Retraite: les petits "oublis" gênants

par Ortograf-fr (Louis Rougnon Glasson)

Les impératifs comptables d'équilibrer le budget des caisses de retraites sont l'occasion d'une **dualité politique qui ne donne que l'illusion de la démocratie...** et qui sert en fin de compte à cautionner la prise d'une pillule très amère.

Et pas de perspective de compensation ultérieure! Progrès technique, mais régression sociale: cherchez l'erreur!

On ne devrait jamais perdre de vue le fait que le problème politique global est très simple et très réjouissant: **si nous utilisons bien les techniques actuelles et les richesses existantes, nous pouvons tous avoir une très grande qualité de vie.**

Les pistes "oubliées":

A - Handicap économique des francophones.

En s'organisant pour éliminer à terme ce handicap, on pourrait récupérer beaucoup plus d'argent qu'il n'en faut pour maintenir l'âge de la retraite à 60 ans.

Ce handicap est bien connu dans des pays multilingues tels que la Belgique ou la Suisse. En Belgique, il est reconnu officiellement que **le fait de parler français coûte en moyenne cent cinquante mille euros** sur une carrière complète, autrement dit un million de francs. Il est trois fois plus important qu'une estimation minimaliste faite antérieurement par Ortograf-fr.

B - Autre piste mal explorée: chômer moins pour finir de travailler plus tôt

Ce problème de la réduction du chômage est à juste titre un grand cheval de bataille de la gauche.

Quel est le coût d'un chômeur comparé à celui d'un retraité? Une chose est certaine, avec un taux de chômage dépassant 10%, la suppression de ce chômage permettrait en principe de produire une richesse de travail égale tout en s'arrêtant de travailler quatre ans plus tôt.

La faiblesse des résultats dans la réduction du chômage est due au fait qu'e le problème ne se règlera pas par une décision administrative, comptable. **Il nécessite une approche psychologique et sociale et une remise à plat des principes de fonctionnement de l'Education Nationale.**

La relation entre le temps travaillé et l'ampleur du chômage fait l'objet de deux discours opposés entre les théoriciens des deux grandes coalitions politiques.

A droite, on annonce que le fait de travailler plus n'augmente pas le chômage, à gauche, on soutient le contraire, et ce point de vue a abouti à la mise en place des 35 heures. Ceux-ci ont à leur tour occasionné la réaction opposée traduite par le slogan "travailler plus pour gagner plus" et surtout par des comportements de harcèlement et de stress en entreprise, dont les suicides à France Télécom ne sont malheureusement qu'une conséquence parmi d'autres.

Le problème de la formation est souvent évoqué comme moyen de lutte contre le chômage. Mais, au hasard des conversations, on fait par ailleurs remarquer avec vivacité que les jeunes ont les bras coupés lorsqu'ils quittent le système éducatif.

C - L'école des aristos de l'Ancien Régime, ou : Comment fabriquer des chômeurs

Avec les programmes contestables qu'on leur impose sans débat et avec les modes hasardeuses des aventurismes pédagogiques successifs, les enseignants français sont en permanence obligés de faire des exploits. S'ils n'y parviennent pas, ils risquent le chahut ou l'agression.

Pour limiter les dégâts, ils ont deux paramètres à leur disposition: d'un côté, la démagogie, mettre des bonnes notes, d'autre part, essayer de motiver les élèves. Ce mot "motivation" est maintenant accommodé à toutes les sauces, alors qu'il était pratiquement inconnu dans les dernières années de l'école de Jules Ferry vers 1955.

S'agissant de motiver les élèves le discours de l'école est beaucoup moins efficace que celui du milieu familial. En conséquence, la société se trouve être écartelée, en fonction des origines familiales, entre deux pôles principaux: ceux qui

croient à l'école et ceux qui n'y croient pas. (Voir: "Marchands d'orthographe, fabricants de haine")

Les tenants de l'un et l'autre discours ont de bonnes raisons de se cantonner dans leurs opinions. En particulier, ceux qui ne croient pas à l'école n'ont réellement pas grand chose à en espérer. Le tronc commun hypertrophié leur impose des disciplines qu'ils n'ont pas choisies. Son objectif est d'afficher la très belle intention de l'égalité des chances, mais, quand un élève en sort, il ne possède pas les valences particulières qui pourraient lui donner quelque créneau spécifique dans la société.

L'argumentation servant à motiver nos écoliers entretient dans la société actuelle de 2010 les deux grandes tares de l'ancien régime:

1°) la motivation par **l'idée de promotion sociale individuelle** plutôt que par l'idée du service rendu possible,

2°) La motivation par l'idée que cette promotion sociale permet **d'échapper aux tâches roturières.**

Face à cette situation, la modernisation de l'Education Nationale n'est pas du tout évidente si l'on considère la manipulation, les contenus, la censure et les carences des forums consacrés à ce sujet.

Le contre-exemple existe. Pour en avoir une esquisse, voir le document intitulé: "les excellentes raisons de l'excellence finlandaise". En bref, grâce à un **enseignement à la carte fonctionnant dès le niveau lycée**, d'une part, on évite le **cloisonnement des filières**, ce qui donne une société plus **solidaire**, avec une grande **ouverture culturelle**. On évite la **hiérarchisation des filières**, ce qui est indispensable pour que l'égalité ne se soit pas un vain mot. Chaque élève commence beaucoup plus tôt d'acquérir les valences qui lui permettront **d'avoir plusieurs cordes à son arc** en arrivant dans la vie active.

D - Le problème de l'âge d'entrée dans la vie active

La vieille idée de promotion sociale par l'école est tenace. Il est souvent et de plus en plus contredit par les faits, mais ce point ne dérange pas grand monde.

En attendant, l'espoir fait vivre sur les bases floues

d'un produit, autrement dit de programmes scolaires, échappant à toute analyse. Pour ceux qui conçoivent le produit, il a l'avantage de ne pouvoir être critiqué que lorsqu'il a été consommé. Selon ses chefs de vente, il fait marcher l'économie. Pour les parents, allonger les études de leurs enfants donne bonne conscience. Pour les hommes politiques, c'est un bon moyen d'éponger le chômage.

Or, à travail fourni égal, l'entrée tardive dans la vie active retarde d'autant l'âge de prendre la retraite. Avec 40 ans de cotisations et un démarrage à l'âge de 25 ans, on arrive déjà à 65 ans.

L'investissement éducatif reste certainement primordial, mais pas à n'importe quelle condition. En posant le problème à propos d'un bagage bien précis acquis à l'école française, et en posant également celui des mécanismes aboutissant à imposer ce bagage, l'opération Ortograp, c'est aussi un symbole

E - Quelques à-côtés de la régression sociale qui se met en place

Si l'on considère la fonction sociale des "jeunes retraités" et aussi leur fonction économique, l'érosion de l'effectif de cette catégorie sociale occasionnée par l'augmentation de l'âge de la retraite va poser des problèmes qui pourraient bien à leur tour coûter fort cher à l'Etat, ou plus vraisemblablement se traduire par un nouveau développement de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion.

Dans la mesure où leurs revenus leur permettent de vivre sans contrainte, les retraités sont souvent des acteurs bénévoles et précieux difficilement remplaçables pour l'attention apportée aux personnes âgées ou dépendantes, pour le bon fonctionnement de la vie associative, pour la vitalité du débat et de l'analyse sur internet ou dans la vie politique.

Les solutions pour les remplacer pourraient bien se révéler plus coûteuses et de moins bonne qualité.

On va donc avoir là un nouveau handicap pour prolonger la constatation "les actions de solidarité grignotées par la crise"